

- GUYANE -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

n° 128

**2nd trimestre 2006
(septembre 2006)**

Conjoncture financière et bancaire

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	9
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	10
<i>Les placements des ménages</i>	11
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	12
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	13
<i>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>5. Risques sectoriels</i>	17
<i>6. Rappel des taux</i>	19
<i>6.1 Taux réglementés</i>	19
<i>6.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	19
<i>6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	19
<i>6.4 Taux de l'usure</i>	19
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	20
<i>7.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	20
<i>7.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	20

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (8 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement).

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de

Conjoncture financière et bancaire

France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels essentiellement), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros¹ de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

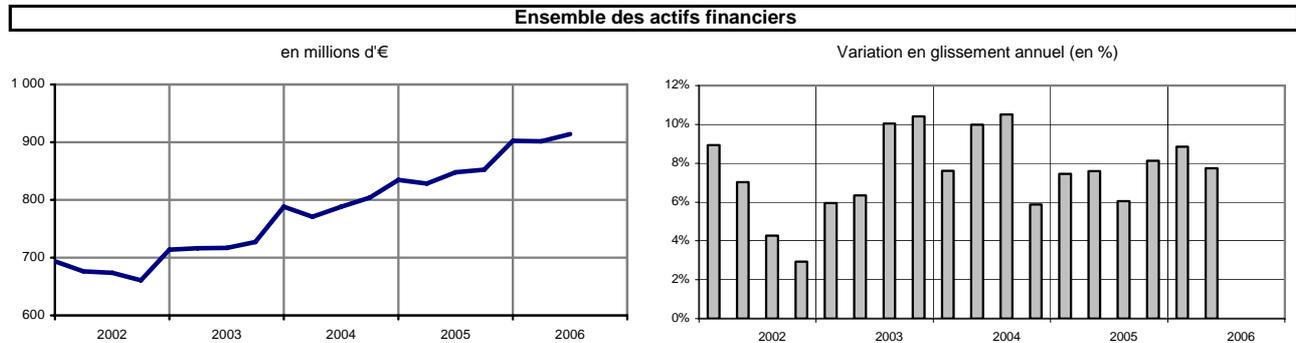
Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Primaire	01 à 05
Industrie	10 à 37
Eau/Energie	40 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Transport	60 à 63
Activités immobilières	70
Services (hors immobilier)	55, 64, 71 à 74 et 90 à 93
Services financiers	65 à 67
Education	80
Santé, action sociale	85
Administrations publiques	75, 91 et 92
Divers	00 et 95 à 99

¹ Le seuil des déclarations est passé de 45 000 € à 25 000 € à compter du mois de janvier 2006.

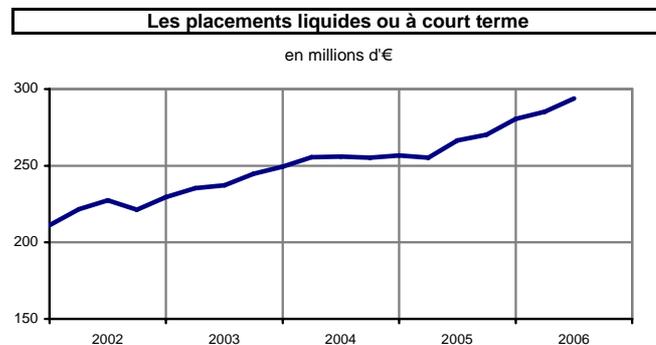
1. Synthèse

Les actifs financiers progressent de 7,7 % sur un an...

A fin juin 2006, le total des actifs financiers recensés en Guyane maintient son rythme de progression à + 7,7 % en glissement annuel (contre + 7,6 % l'année précédente) pour atteindre un encours de 913,7 millions d'€ Cependant, les dirigeants des établissements bancaires font part d'une diminution de la collecte des dépôts au 3^{ème} trimestre 2006. Cette tendance devrait se poursuivre au 4^{ème} trimestre.



Avec un encours total de 293,9 millions d'€ (32 % du total des actifs recensés), les placements liquides ou à court terme enregistrent la meilleure performance en glissement annuel (+ 10,3 % contre + 4,1 % un an plus tôt). Les placements indexés sur les taux du marché monétaire (32 % du total) pèsent sur l'évolution observée avec une croissance de 16,4 %, mais la progression des comptes d'épargne à régime spécial (68 % du total, + 7,7 %) contribue également à la performance globale. L'évolution



des placements indexés sur les taux du marché monétaire est plus particulièrement liée à la progression des dépôts à terme (+ 12,6 % contre + 0,4 % un an plus tôt) et à la croissance des OPCVM monétaires (+ 13,2 % contre + 13,4 %). Cet intérêt marqué pour ce type de placement s'explique par la hausse des taux d'intérêt suite aux relèvements successifs des taux directeurs décidés par la Banque Centrale Européenne depuis décembre 2005 (+ 100 points de base à fin août 2006). Par ailleurs, la croissance plus mesurée des comptes d'épargne à régime spécial (+ 7,7 %) concerne essentiellement celles des livrets A (+ 4,7 %, contre + 2,9 % l'année dernière), et des livrets ordinaires (+ 14,2 %, contre + 3,9 %). Enfin, les comptes d'épargne logement affichent un net ralentissement par rapport à juin 2005 (+ 2,5 % contre + 14,6 %).

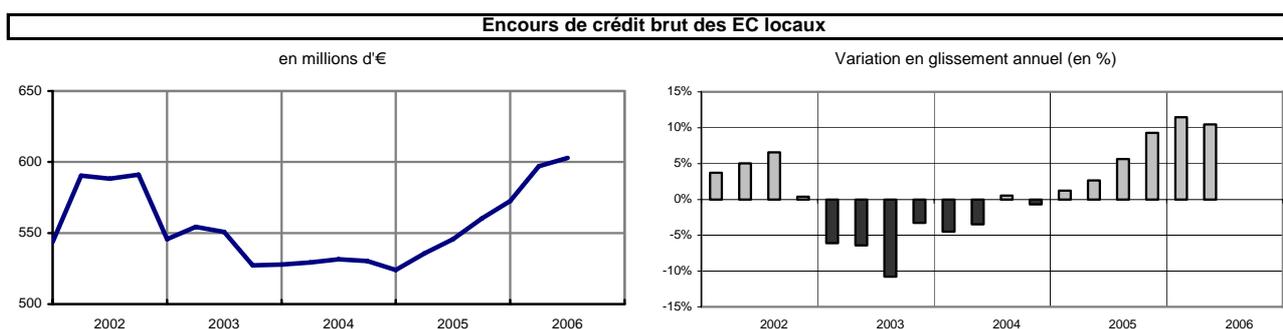
Les placements à long terme qui représentent 21 % du total des actifs financiers, enregistrent une progression annuelle de 7,3 % à 194,8 millions d'€, soit un rythme de croissance supérieur à celui observé un an plus tôt (+ 4,1 %). Cette évolution est principalement liée à la hausse significative des autres actifs (constitués essentiellement des encours des contrats assurance-vie), leur encours augmentant de 19,1 % à 55,2 millions d'€ et au redressement des OPCVM non monétaires qui repassent en terrain positif pour la première fois depuis un an (+ 16,6 % contre - 19,5 %). En revanche, les plans d'épargne logement (- 2,5 %) poursuivent leur repli observé le trimestre dernier suite au changement de fiscalité qui leur est appliquée. En effet, à compter du 1^{er} janvier 2006, les intérêts des PEL de plus de 10 ans sont soumis aux contributions sociales, et ceux générés par les PEL de plus de 12 ans au barème progressif de l'impôt sur le revenu ou au prélèvement forfaitaire libératoire de 16 %.

Enfin, les dépôts à vue (soit 47 % du total des actifs financiers) affichent un rythme de croissance annuel en ralentissement (+ 6,2 % contre + 11,8 %) pour s'établir à 425,0 millions d'€ au 30 juin 2006. Cette évolution concerne principalement les ménages, dont l'encours progresse de 6,5 % (soit 62 % du total des dépôts à vue), suivis des sociétés non financières (+ 6,0 %, pour 34 % du total) et des autres agents (+ 3,8 %).

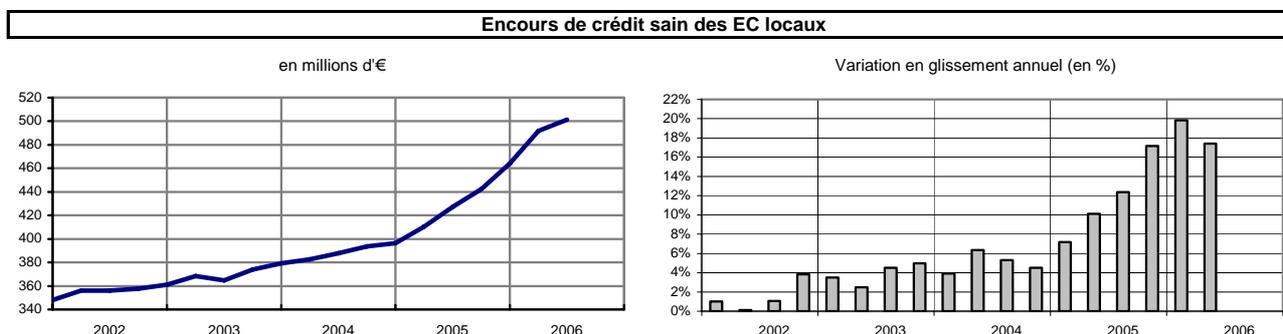
Conjoncture financière et bancaire

Le total des passifs financiers distribués par les établissements de crédit (toutes catégories confondues) s'inscrit en hausse au 30 juin 2006. En effet, l'encours global de crédit atteint 1 465,1 millions d'€ en progression de 9,9 % sur un an après + 4,9 % l'année précédente. L'encours sain global continue de progresser à un rythme soutenu (+ 12,6 % en glissement annuel) pour atteindre 1 348,5 millions d'€. Cette croissance a concerné principalement les établissements de crédit locaux (+ 17,4 % contre + 10,1 %) et dans une moindre mesure, les établissements non installés localement (+ 9,9 % contre + 6,8 %). Dans ce contexte, les créances douteuses brutes poursuivent leur repli (- 14,0 %), à 116,6 millions d'€. Avec un encours total de 800,8 millions d'€ en juin 2006 (soit 55 % du total des concours octroyés), les entreprises affichent une hausse de 5,1 % en glissement annuel. De même, l'endettement en faveur des collectivités locales a fortement progressé (+ 22,9 %) pour atteindre 226,7 millions d'€ au 30 juin 2006. Cette évolution est principalement imputable aux crédits d'équipement qui augmentent de 26,8 % sur un an.

L'encours de crédit des établissements locaux enregistre un rythme de croissance annuelle de 10,5 %...



Au 30 juin 2006, le total des concours accordés par les établissements de crédit locaux affichent un rythme de croissance annuelle en accélération (+ 10,5 % contre + 2,6 %), à 602,8 millions d'€. La part des concours sains dans l'encours global s'élève à 83 % (soit + 5 points sur un an).



L'endettement des ménages progresse à un rythme soutenu (+ 15,9 % pour l'encours total et + 13,6 % pour l'encours sain) et atteint 301,7 millions d'€, soit 50 % du total des concours distribués par les établissements de crédit de la place. La croissance des crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages (67 % de l'encours sain) poursuit son ascension (+ 14,7 % contre + 7,1% en juin 2005).



En revanche, les crédits à la consommation affichent un taux de croissance annuelle en léger ralentissement (+ 11,9 % contre + 12,6 % l'année dernière) pour s'établir à 91,2 millions d'€. Enfin, le taux de créances douteuses brutes s'établit à 7,7 %, en hausse de 1,9 point sur un an.

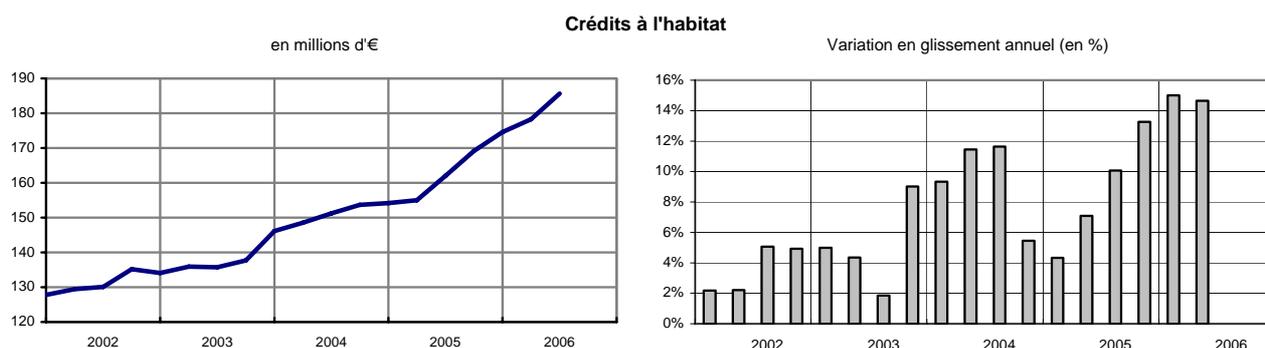
Conjoncture financière et bancaire

L'encours total des crédits consentis aux entreprises par les établissements de crédit locaux s'élève à 287,9 millions d'€, en hausse de 3,2 % en un an. Leur encours sain progresse également mais à un rythme plus élevé (+ 19,5 % en glissement annuel), à 210,2 millions d'€. Cette évolution est liée à la croissance des crédits d'investissement (+ 8,8 %, à 94,6 millions d'€) et des crédits d'exploitation (+ 17,7 %, à 58,0 millions d'€), ils représentent respectivement 45 % et 28 % du total de l'encours sain. Le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours consentis aux entreprises s'inscrit en baisse de 9,8 points sur un an, à 28,1 %. Enfin, les crédits immobiliers (+ 42,0 % sur un an) et les autres crédits (+ 50,7 %) contribuent sensiblement à la performance globale.



Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit sur la production de crédits aux entreprises au 3^{ème} trimestre 2006 laissent présager une orientation positive pour les crédits d'équipement mais négative pour les crédits d'exploitation. Un rebond est toutefois anticipé pour le 4^{ème} trimestre.

La production de crédits reste bien orientée sur le marché des ménages, les soldes d'opinions étant positifs pour les crédits à l'habitat et les crédits à la consommation. Les perspectives pour le 4^{ème} trimestre restent favorables pour les crédits à l'habitat, mais une diminution est anticipée pour les crédits à la consommation.



Les risques concernant les entreprises recensées au SCR progressent.

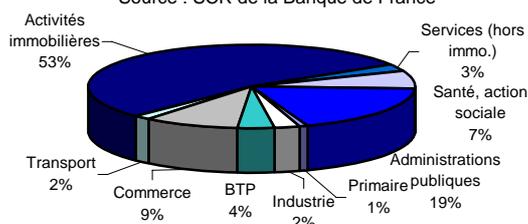
Le service central des risques (SCR) recense un encours total de crédits aux entreprises de 1259,7 millions d'€ au 30 juin 2006. Avec 53 % des concours octroyés, les activités immobilières occupent une place prédominante dans la production totale de crédits accordés par les établissements bancaires. Les risques en faveur des administrations publiques, essentiellement les collectivités locales, représentent 19 % du total, suivies par le secteur du commerce (9 %) et celui de la santé (7 %).

Par ailleurs, les nouvelles créances douteuses déclarées au 2nd trimestre 2006 font apparaître une diminution des risques dans les secteurs de l'immobilier (45 %), des administrations publiques (3 %). En revanche, les déclarations concernant les secteurs du commerce (27 %), du BTP (22 %) présentent un poids supérieur à celui de leurs risques déclarés au SCR.

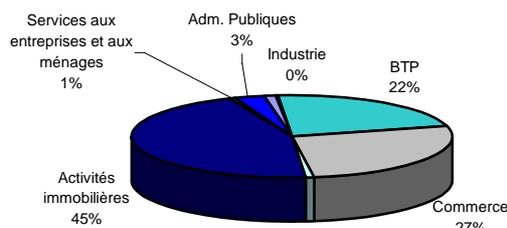
Conjoncture financière et bancaire

Répartition des risques par secteur au 30/06/2006

Source : SCR de la Banque de France



Nouveaux encours douteux au 2nd trimestre 2006



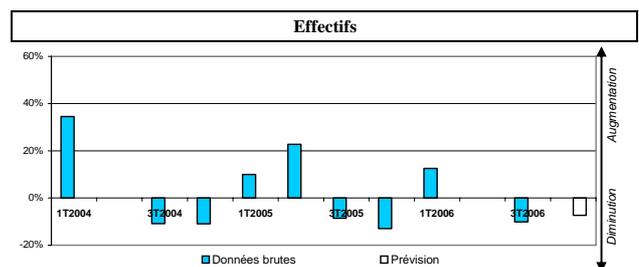
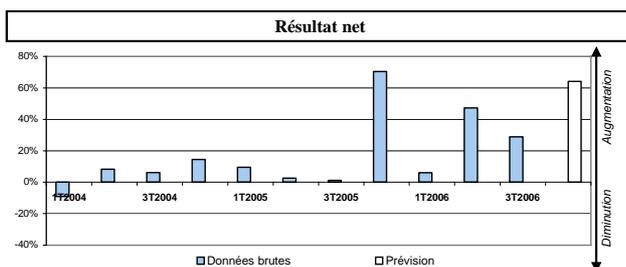
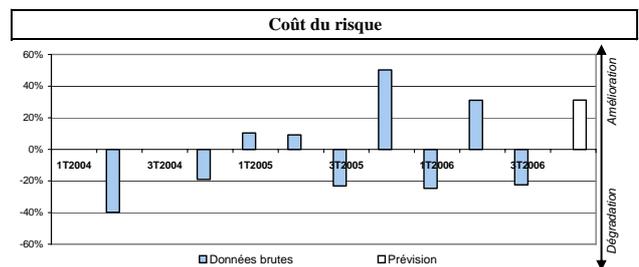
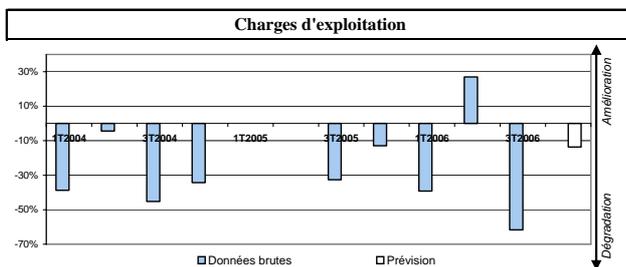
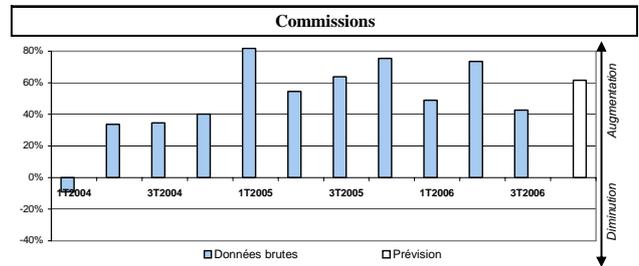
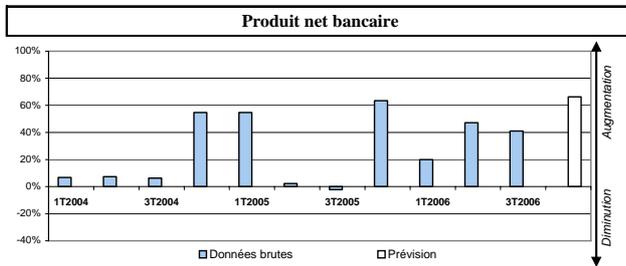
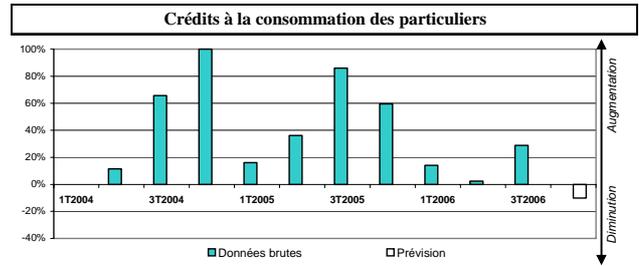
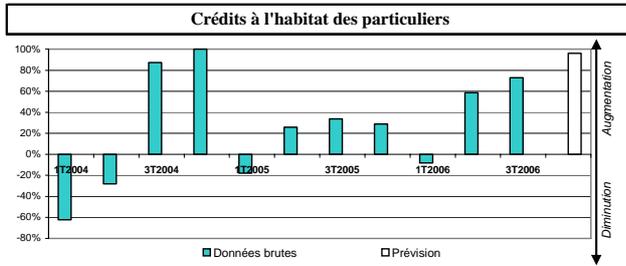
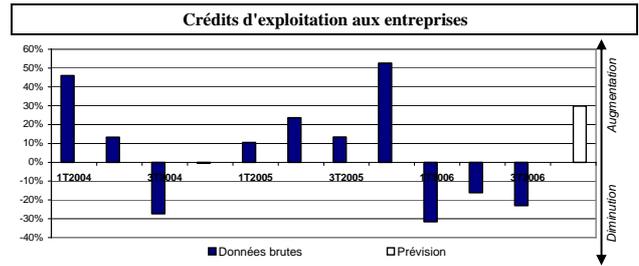
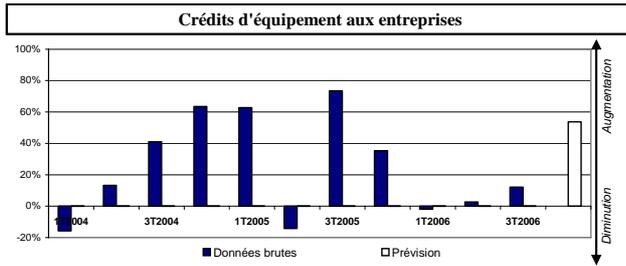
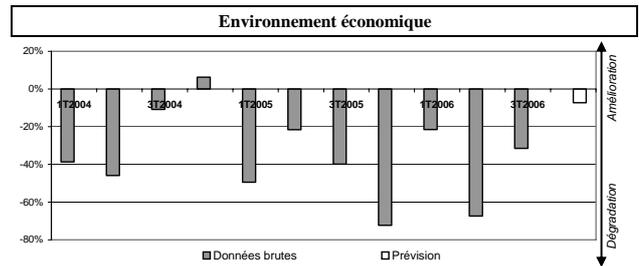
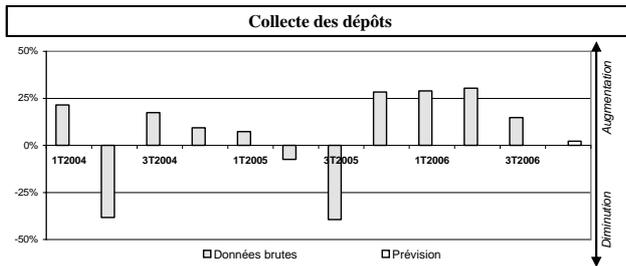
Les résultats bancaires demeurent en terrain positif...

L'opinion des dirigeants des établissements de crédit concernant leur produit net bancaire est restée bien orientée, appuyée par une opinion positive sur le commissionnement et la production de crédit qui progresse dans tous les compartiments à l'exception des crédits d'exploitation. Contrairement aux anticipations formulées lors de la dernière enquête, l'opinion sur les charges d'exploitation s'est dégradée de même que celle sur les risques. Toutefois, une meilleure tendance est anticipée pour le 4^{ème} trimestre 2006, qui devrait soutenir le résultat net.

Enfin, l'opinion sur l'environnement économique est en amélioration au 3^{ème} trimestre 2006, mais le solde reste négatif.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

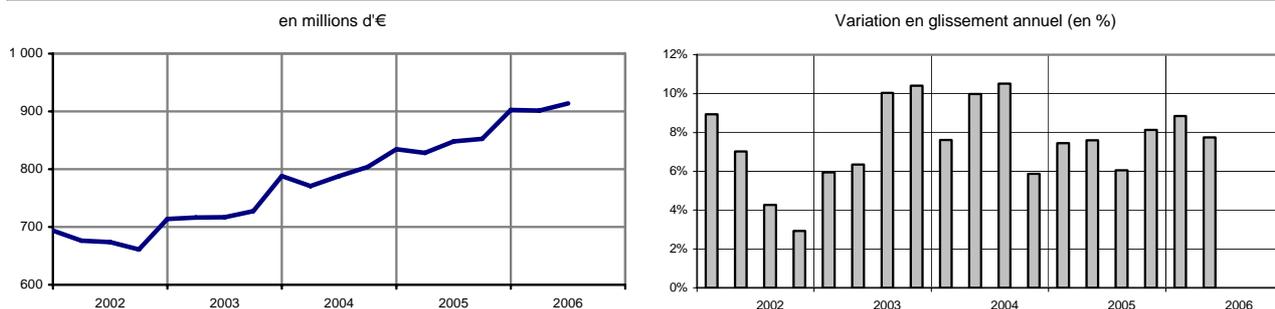
Soldes d'opinions des dirigeants



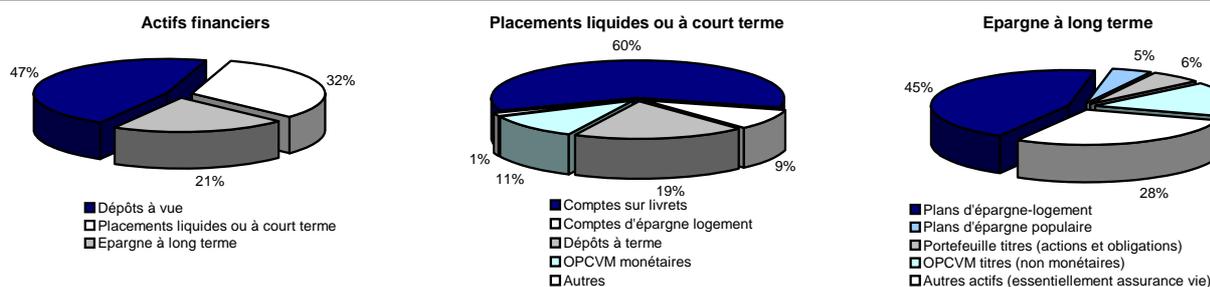
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	juin-01	juin-02	juin-03	juin-04	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	120,4	125,1	145,5	162,1	179,3	171,2	203,5	197,5	196,7	9,7%	-0,4%
Dépôts à vue	78,8	88,7	114,1	112,1	134,8	122,0	156,9	152,7	142,8	6,0%	-6,4%
Placements liquides ou à court terme	37,4	32,9	28,4	35,5	34,8	39,0	37,7	36,4	41,6	19,5%	14,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,2	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,6	0,4	7,5%	-28,1%
Placements indexés sur les taux de marché	37,2	32,6	28,1	35,2	34,4	38,6	37,3	35,9	41,2	19,6%	14,8%
(dt) comptes à terme	16,0	19,5	18,4	19,8	20,6	19,3	20,2	20,7	21,8	5,9%	5,3%
(dt) OPCVM monétaires	11,3	8,6	6,1	11,7	13,1	18,7	15,4	14,0	15,7	19,5%	12,5%
(dt) certificats de dépôt	9,7	4,5	3,6	3,6	0,7	0,6	1,7	1,2	3,7	425,0%	203,7%
Epargne à long terme	4,1	3,6	2,9	14,5	9,7	10,2	8,9	8,4	12,3	27,2%	46,4%
(dt) OPCVM non monétaires	3,7	3,2	2,5	14,2	9,2	9,7	8,4	7,9	11,8	28,8%	50,5%
Ménages	500,3	538,5	555,1	611,0	649,7	650,6	674,4	677,4	694,9	7,0%	2,6%
Dépôts à vue	207,5	219,7	210,7	234,7	249,2	248,2	258,9	258,6	265,4	6,5%	2,6%
Placements liquides ou à court terme	163,3	191,1	203,2	216,6	228,6	226,7	238,2	243,2	247,8	8,4%	1,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	136,3	152,1	165,8	176,2	186,0	184,7	188,6	196,1	200,3	7,7%	2,2%
Livrets ordinaires	37,4	39,7	42,1	44,8	46,5	47,7	48,2	51,4	53,1	14,1%	3,2%
Livrets A et bleu	70,1	79,5	86,4	87,7	90,6	88,9	91,3	92,4	94,5	4,3%	2,3%
Livrets jeune	0,2	0,2	0,5	0,9	1,5	1,6	1,8	4,2	4,2	178,8%	-0,1%
Livrets d'épargne populaire	9,5	10,5	11,4	14,5	15,1	14,8	15,2	15,1	15,2	0,7%	0,4%
CODEVI	4,1	4,7	5,5	6,4	7,2	6,9	7,1	7,4	7,6	5,1%	2,2%
Comptes d'épargne logement	14,9	17,4	20,0	21,9	25,1	24,8	25,1	25,4	25,7	2,5%	1,2%
Placements indexés sur les taux de marché	27,0	39,0	37,4	40,4	42,6	42,0	49,5	47,2	47,5	11,6%	0,7%
(dt) OPCVM monétaires	4,2	10,4	8,6	12,2	14,3	12,2	20,5	13,5	14,0	-2,2%	3,6%
(dt) Comptes créditeurs à terme	21,4	28,5	28,6	28,1	28,2	29,7	29,0	33,6	33,5	18,7%	-0,4%
Epargne à long terme	129,5	127,7	141,1	159,7	171,9	175,7	177,4	175,6	181,7	5,7%	3,5%
Plans d'épargne logement	64,4	69,2	76,8	84,0	89,3	89,0	91,0	88,6	87,1	-2,5%	-1,6%
Plans d'épargne populaire	11,6	11,5	11,3	10,6	10,0	9,6	9,7	9,7	9,2	-8,3%	-4,8%
Autres comptes d'épargne	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	127,0%	25,5%
Portefeuille-titre	7,0	6,1	6,1	6,8	8,5	9,2	10,1	11,3	11,5	35,0%	1,1%
OPCVM non-monétaires	20,5	16,1	14,5	19,2	17,7	18,4	18,4	19,0	18,7	5,6%	-1,6%
Contrats d'assurance-vie	25,8	24,6	32,4	38,9	46,2	49,4	47,8	46,8	54,9	18,7%	17,3%
Autres agents	9,0	10,2	16,1	15,1	19,1	30,8	24,3	26,8	22,0	15,4%	-17,8%
Dépôts à vue	4,6	6,7	10,4	11,0	16,1	26,1	18,9	20,3	16,7	3,8%	-17,9%
Placements liquides ou à court terme	4,1	3,3	5,5	3,9	3,0	4,6	4,6	5,6	4,5	50,0%	-20,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,4	0,1	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,7	28,2%	16,9%
Placements indexés sur les taux de marché	3,7	3,2	5,1	3,3	2,5	4,1	4,2	5,0	3,8	54,7%	-24,4%
Epargne à long terme	0,3	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,8	0,8	0,9	ns	ns
Total actifs financiers	629,7	673,9	716,6	788,2	848,0	852,6	902,3	901,7	913,7	7,7%	1,3%
Dépôts à vue	291,0	315,1	335,2	357,9	400,1	396,3	434,7	431,6	425,0	6,2%	-1,5%
Placements liquides ou à court terme	204,7	227,4	237,1	255,9	266,4	270,3	280,5	285,3	293,9	10,3%	3,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	136,8	152,5	166,4	177,0	186,9	185,6	189,4	197,2	201,4	7,7%	2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	67,9	74,9	70,7	78,9	79,4	84,7	91,1	88,1	92,5	16,4%	5,0%
Epargne à long terme	134,0	131,4	144,3	174,4	181,6	186,0	187,1	184,8	194,8	7,3%	5,4%

Ensemble des actifs financiers



Structure des actifs financiers par nature



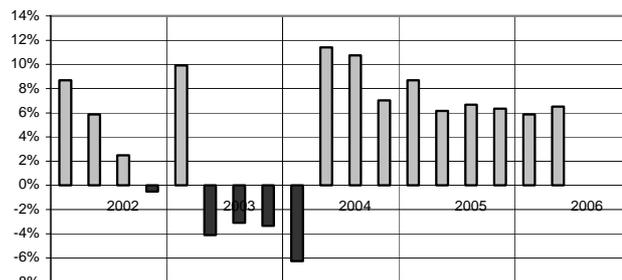
Conjoncture financière et bancaire

Les placements des ménages

Dépôts à vue



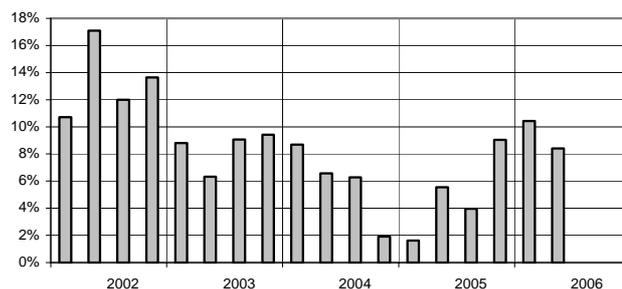
Variation en glissement annuel (en %)



Placements liquides ou à court terme



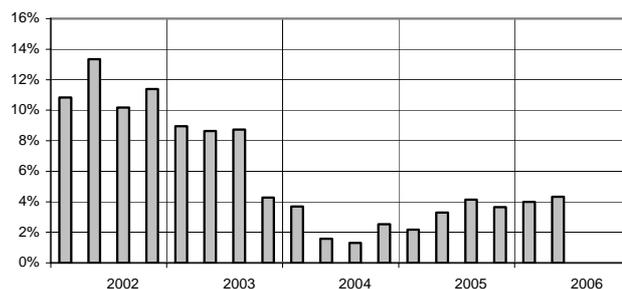
Variation en glissement annuel (en %)



Livrets A et bleu



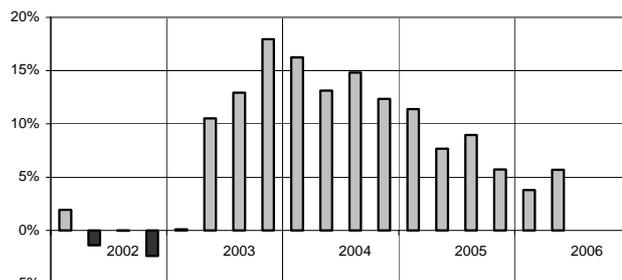
Variation en glissement annuel (en %)



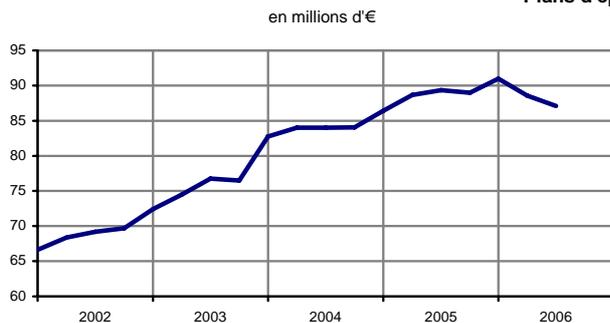
Épargne à long terme



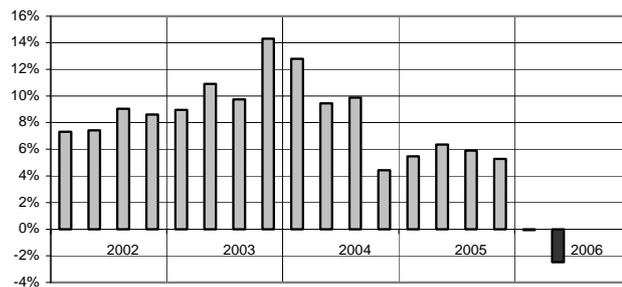
Variation en glissement annuel (en %)



Plans d'épargne logement



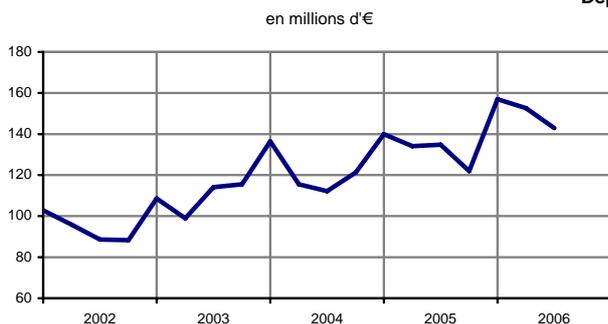
Variation en glissement annuel (en %)



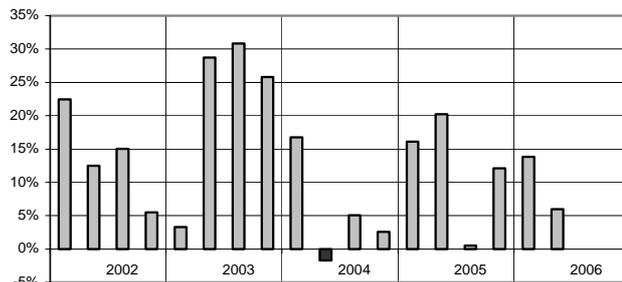
Conjoncture financière et bancaire

Les disponibilités des entreprises

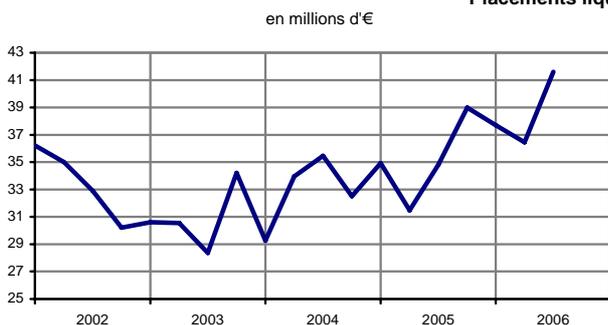
Dépôts à vue



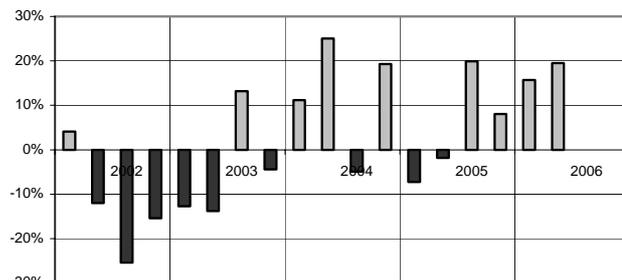
Variation en glissement annuel (en %)



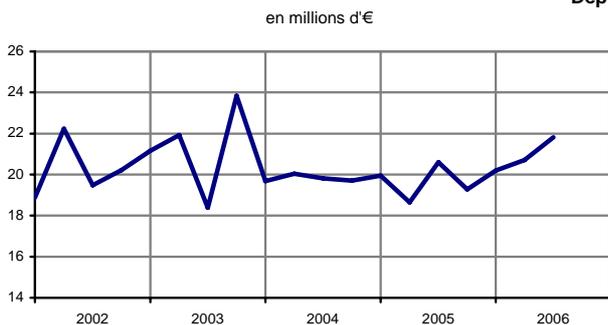
Placements liquides ou à court terme



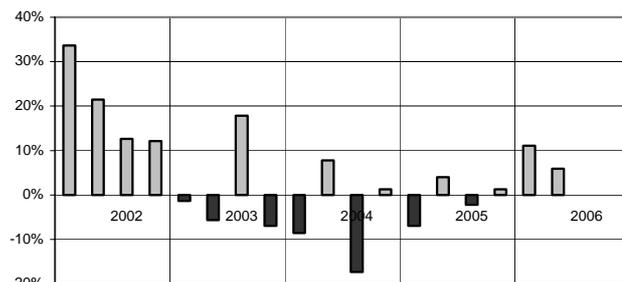
Variation en glissement annuel (en %)



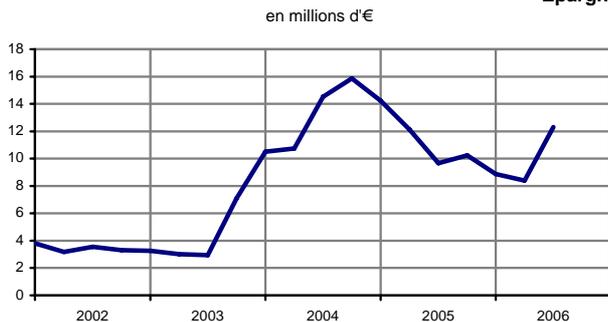
Dépôts à terme



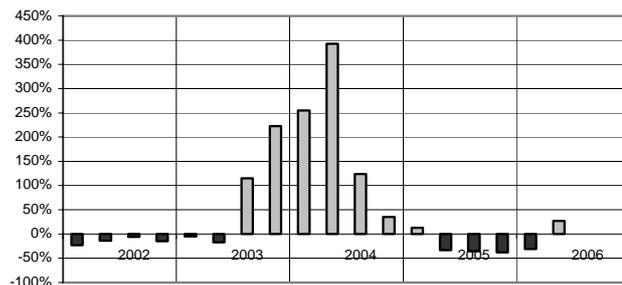
Variation en glissement annuel (en %)



Epargne à long terme



Variation en glissement annuel (en %)



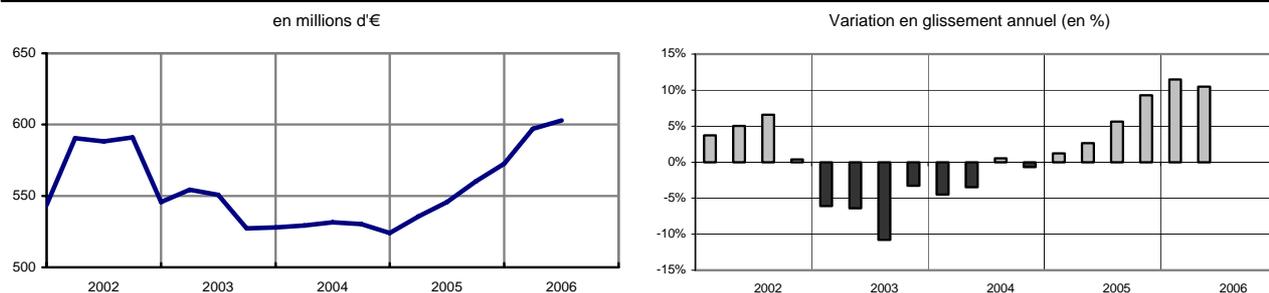
Conjoncture financière et bancaire

4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

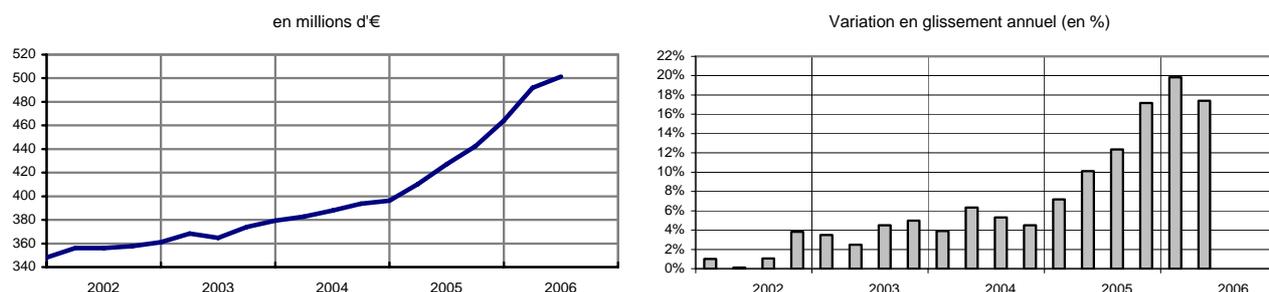
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'€										Variations	
	juin-01	juin-02	juin-03	juin-04	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	1 an	1 trim.	
Entreprises												
Crédits d'exploitation	36,5	41,7	40,6	44,5	49,3	49,9	49,2	56,6	58,0	17,7%	2,4%	
Créances commerciales	6,3	7,2	6,8	5,4	5,8	7,5	7,1	6,2	6,2	6,0%	-0,3%	
Crédits de trésorerie	15,3	16,7	13,4	17,0	16,8	17,3	20,0	20,5	20,2	20,6%	-1,6%	
Comptes ordinaires débiteurs	14,9	17,9	20,4	22,0	26,7	25,2	22,1	29,9	31,6	18,5%	5,6%	
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Crédits d'investissement	88,9	83,5	83,0	84,2	87,0	88,7	91,3	95,3	94,6	8,8%	-0,7%	
Crédits à l'équipement	88,9	82,1	78,9	76,9	79,4	77,8	80,1	83,6	83,7	5,4%	0,1%	
Crédit-bail	0,0	1,4	4,1	7,3	7,6	10,9	11,3	11,7	10,9	43,6%	-6,8%	
Crédits à l'habitat	12,3	11,5	12,9	17,5	25,3	27,8	30,1	31,7	35,9	42,0%	13,2%	
Autres crédits	15,8	14,4	16,2	10,8	14,4	16,9	18,4	18,8	21,7	50,7%	15,4%	
Encours sain	153,5	151,1	152,7	157,0	175,9	183,3	189,1	202,5	210,2	19,5%	3,8%	
Créances douteuses brutes	180,5	201,2	145,7	125,9	103,0	102,4	89,9	83,9	77,7	-24,6%	-7,4%	
Encours total	334,0	352,4	298,5	282,9	279,0	285,7	279,0	286,3	287,9	3,2%	0,5%	
Taux de créances douteuses	54,1%	63,2%	53,0%	46,1%	37,9%	37,0%	33,5%	30,6%	28,1%	-9,8	-2,4	
Ménages												
Crédits à la consommation	62,4	62,9	65,4	72,3	81,4	83,9	85,9	88,1	91,2	11,9%	3,4%	
Crédits de trésorerie	56,6	55,9	60,4	66,9	74,6	76,2	78,9	79,6	82,4	10,5%	3,5%	
Comptes ordinaires débiteurs	5,8	6,8	4,4	4,5	5,6	6,3	5,7	7,0	7,2	29,6%	3,2%	
Crédit-bail	0,0	0,2	0,6	0,8	1,3	1,3	1,4	1,6	1,5	20,3%	-1,9%	
Crédits à l'habitat	127,3	130,1	135,7	151,2	162,0	169,2	174,6	178,2	185,7	14,7%	4,2%	
Autres crédits	0,1	1,5	2,2	2,2	1,7	1,7	1,6	2,0	1,6	-7,0%	-21,4%	
Encours sain	189,8	194,4	203,3	225,7	245,1	254,8	262,1	268,4	278,4	13,6%	3,7%	
Créances douteuses brutes	23,6	30,7	31,9	17,5	15,2	14,9	18,1	21,1	23,3	53,5%	10,2%	
Encours total	213,4	225,1	235,2	243,2	260,2	269,7	280,2	289,5	301,7	15,9%	4,2%	
Taux de créances douteuses	11,1%	13,6%	13,6%	7,2%	5,8%	5,5%	6,5%	7,3%	7,7%	1,9	0,4	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	0,2	0,6	0,4	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	3,5%	95,0%	
Crédits de trésorerie	0,0	0,0	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-97,1%	-94,1%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,2	0,6	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	48,7%	169,8%	
Crédits à l'équipement	4,9	3,6	3,6	2,2	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	-29,0%	-12,7%	
Autres crédits	0,7	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-7,1%	18,2%	
Encours sain	5,7	4,4	4,1	2,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	-19,1%	7,2%	
Créances douteuses brutes	0,4	0,4	8,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	8,7%	-2,4%	
Encours total	6,1	4,8	12,3	2,8	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	-8,2%	2,5%	
Taux de créances douteuses	6,1%	8,7%	66,9%	10,9%	39,3%	43,8%	43,8%	48,9%	46,6%	7,2	-2,3	
Autres agents												
Encours sain	6,6	6,1	4,6	2,7	5,5	3,8	12,6	20,4	12,4	126,2%	-39,5%	
Créances douteuses brutes	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Encours total	6,7	6,1	4,6	2,7	5,5	3,8	12,6	20,4	12,4	126,2%	-39,5%	
Taux de créances douteuses	1,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	-	
TOTAL												
Encours sain	355,6	356,0	364,8	387,9	427,1	442,3	464,3	491,7	501,4	17,4%	2,0%	
Créances douteuses brutes	204,6	232,3	185,9	143,7	118,6	117,8	108,4	105,4	101,4	-14,5%	-3,8%	
Encours total	560,2	588,3	550,6	531,6	545,6	560,1	572,7	597,1	602,8	10,5%	0,9%	
Taux de créances douteuses	36,5%	39,5%	33,8%	27,0%	21,7%	21,0%	18,9%	17,7%	16,8%	-4,9	-0,8	
Taux de provisionnement	83,5%	85,3%	80,7%	80,0%	84,0%	84,3%	84,1%	85,6%	85,3%	1,3	-0,3	

Encours de crédit brut des EC locaux



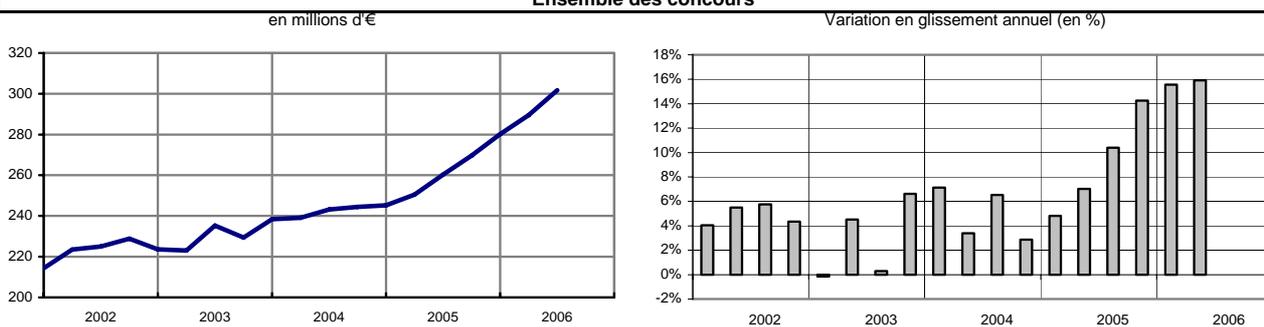
Encours de crédit sain des EC locaux



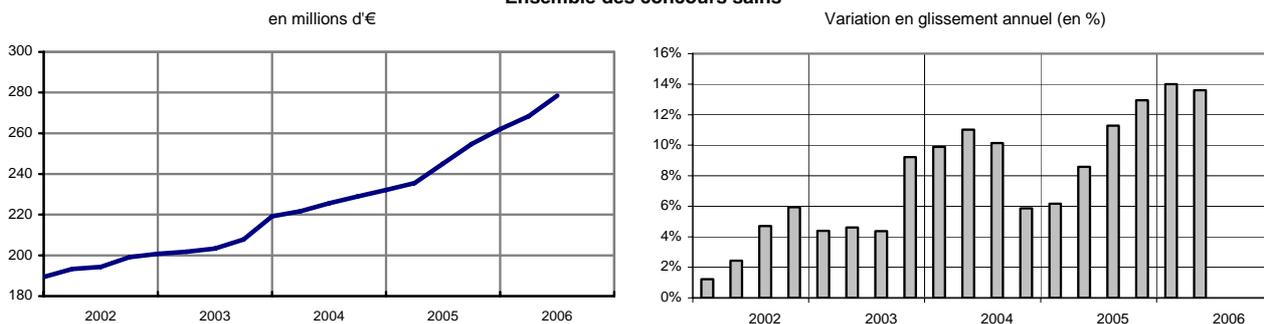
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des ménages

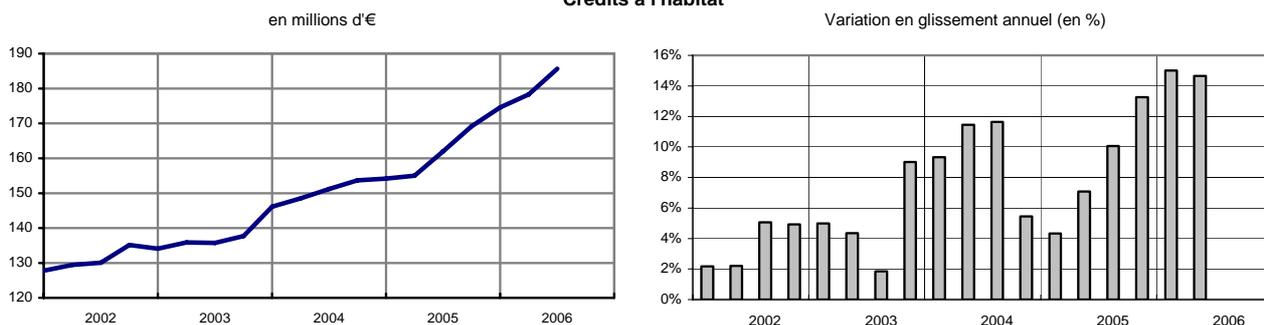
Ensemble des concours



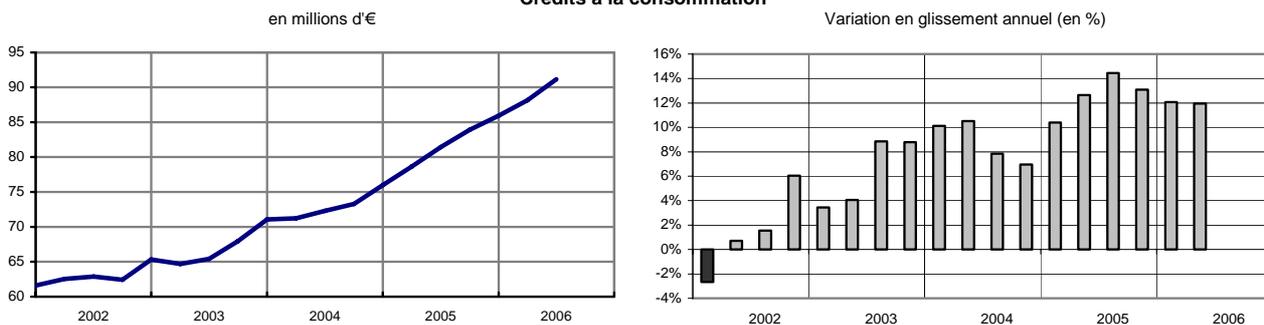
Ensemble des concours sains



Crédits à l'habitat

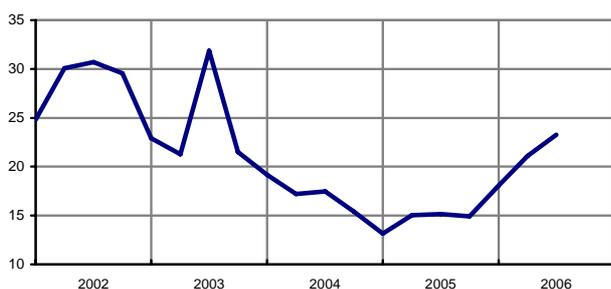


Crédits à la consommation



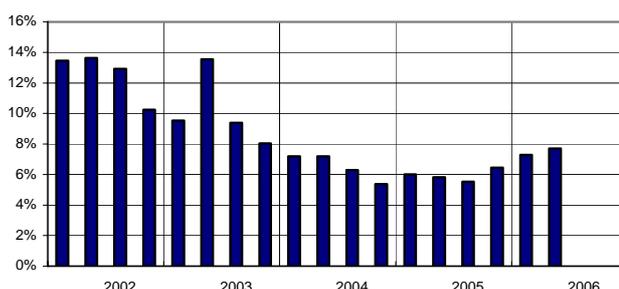
Créances douteuses brutes

en millions d'€



Taux de créances douteuses

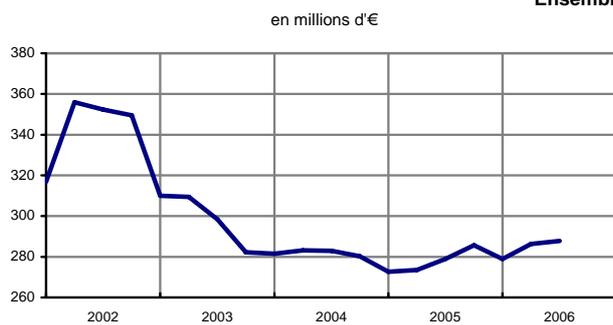
en %



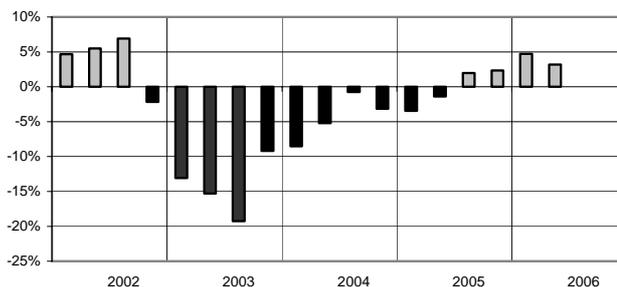
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises

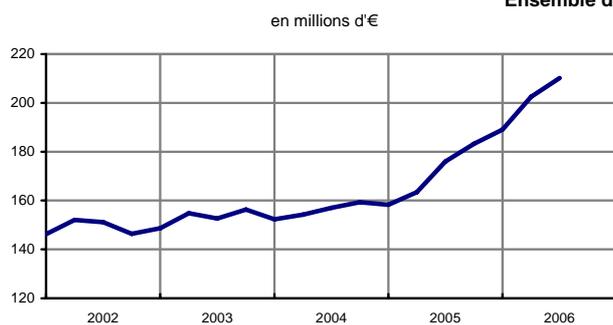
Ensemble des concours



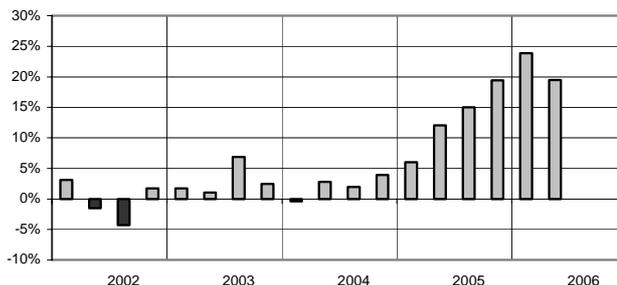
Variation en glissement annuel (en %)



Ensemble des concours sains



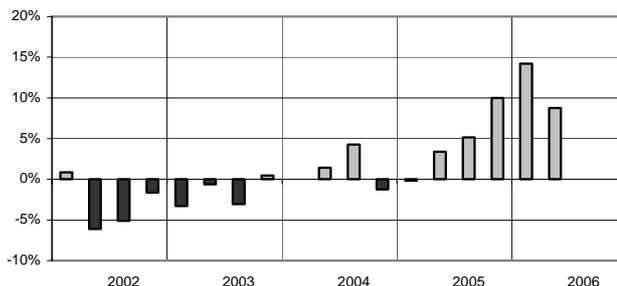
Variation en glissement annuel (en %)



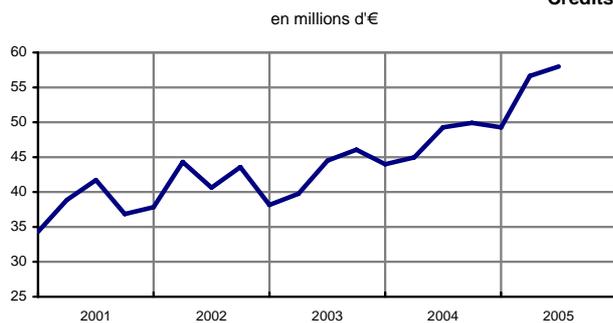
Crédits d'investissement



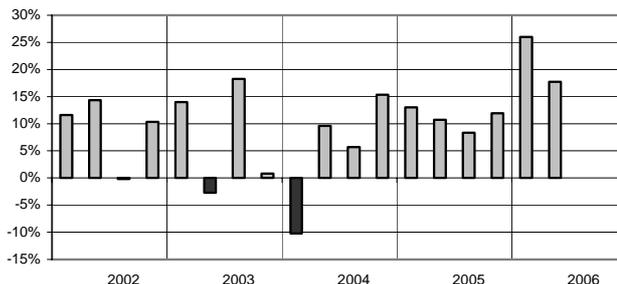
Variation en glissement annuel (en %)



Crédits d'exploitation

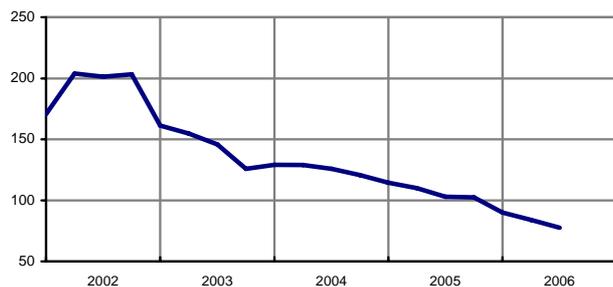


Variation en glissement annuel (en %)



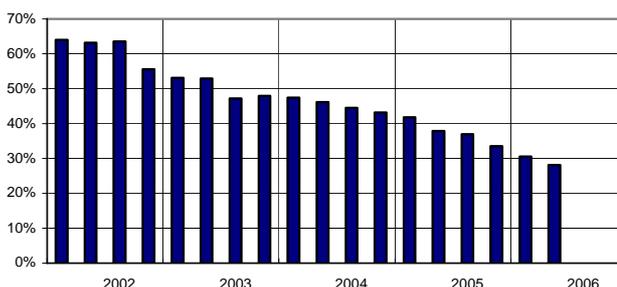
Créances douteuses brutes

en millions d'€



Taux de créances douteuses

en %



Conjoncture financière et bancaire

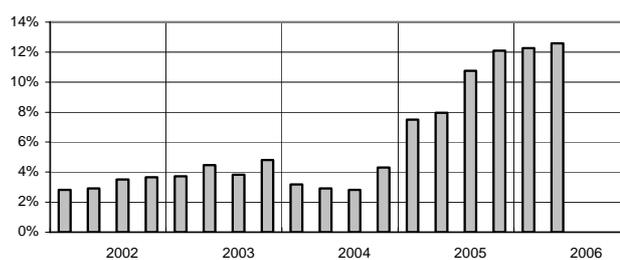
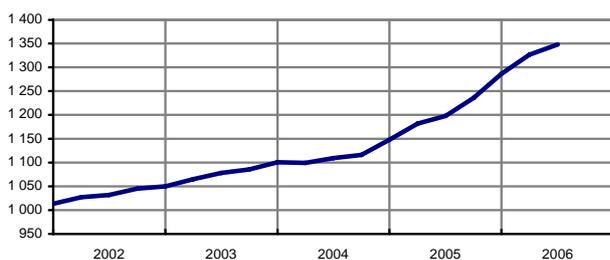
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'€									Variations	
	juin-01	juin-02	juin-03	juin-04	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	36,5	41,7	40,6	45,4	49,3	50,4	49,5	57,2	58,5	18,8%	2,4%
Créances commerciales	6,3	7,2	6,8	5,4	5,8	7,5	7,1	6,2	6,2	6,0%	-0,3%
Crédits de trésorerie	15,3	16,7	13,4	18,0	16,8	17,8	20,3	21,1	20,8	23,8%	-1,5%
Comptes ordinaires débiteurs	14,9	17,9	20,4	22,0	26,7	25,2	22,1	29,9	31,6	18,5%	5,6%
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	93,3	91,2	87,8	84,6	87,5	89,2	91,9	95,8	95,1	8,7%	-0,7%
Crédits à l'équipement	93,3	89,9	83,7	77,4	79,9	78,3	80,6	84,2	84,2	5,4%	0,1%
Crédit-bail	0,0	1,4	4,1	7,3	7,6	10,9	11,3	11,7	10,9	43,6%	-6,8%
Crédits à l'habitat	388,5	420,6	459,9	469,1	496,2	499,3	512,0	520,3	536,4	8,1%	3,1%
Autres crédits	19,7	17,9	19,0	13,2	16,3	18,8	20,1	20,5	23,2	42,2%	13,1%
Encours sain	538,0	571,4	607,3	612,3	649,3	657,7	673,5	693,8	713,3	9,9%	2,8%
Créances douteuses brutes	188,3	177,5	154,0	134,5	112,4	115,3	99,7	93,8	87,5	-22,1%	-6,6%
Encours total	726,3	748,9	761,3	746,9	761,7	773,0	773,2	787,5	800,8	5,1%	1,7%
Taux de créances douteuses	25,9%	24,5%	20,2%	18,0%	14,8%	14,9%	12,9%	11,9%	10,9%	-3,8	-1,0
Ménages											
Crédits à la consommation	72,7	74,2	76,5	83,8	93,4	95,7	98,1	100,6	104,0	11,4%	3,4%
Crédits de trésorerie	66,9	67,3	71,5	78,4	86,6	88,0	91,0	92,1	95,3	10,1%	3,5%
Comptes ordinaires débiteurs	5,8	6,8	4,4	4,5	5,6	6,3	5,7	7,0	7,2	29,6%	3,2%
Crédit-bail	0,0	0,2	0,6	0,8	1,3	1,3	1,4	1,6	1,5	20,3%	-1,9%
Crédits à l'habitat	188,6	192,6	194,2	210,1	212,6	221,3	228,5	232,6	241,4	13,5%	3,8%
Autres crédits	0,1	1,9	2,6	2,5	1,9	2,0	1,8	2,9	3,2	63,6%	7,7%
Encours sain	261,4	268,8	273,3	296,4	308,0	319,0	328,4	336,2	348,6	13,2%	3,7%
Créances douteuses brutes	33,9	62,8	41,7	26,6	22,2	21,9	24,2	26,9	28,6	28,7%	6,5%
Encours total	295,3	331,6	315,0	323,0	330,2	340,9	352,6	363,0	377,2	14,2%	3,9%
Taux de créances douteuses	11,5%	18,9%	13,2%	8,2%	6,7%	6,4%	6,9%	7,4%	7,6%	0,9	0,2
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,2	0,6	0,4	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	3,5%	95,0%
Crédits de trésorerie	0,0	0,0	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-97,1%	-94,1%
Comptes ordinaires débiteurs	0,2	0,6	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	48,7%	169,8%
Crédits à l'équipement	151,5	138,9	139,6	136,5	156,6	177,6	192,4	198,8	198,6	26,8%	-0,1%
Autres crédits	26,8	27,4	30,7	25,0	26,9	27,5	27,6	27,5	27,6	2,6%	0,5%
Encours sain	178,4	167,0	170,7	161,7	183,6	205,1	220,0	226,3	226,3	23,3%	0,0%
Créances douteuses brutes	2,9	11,4	8,4	0,5	0,9	0,9	0,9	0,9	0,4	-54,8%	-55,6%
Encours total	181,3	178,4	179,1	162,2	184,5	206,1	220,9	227,2	226,7	22,9%	-0,2%
Taux de créances douteuses	1,6%	6,4%	4,7%	0,3%	0,5%	0,4%	0,4%	0,4%	0,2%	-0,3	-0,2
Autres agents											
Encours sain	25,0	24,8	26,7	39,1	56,9	54,2	64,6	70,1	60,3	6,0%	-13,9%
Créances douteuses brutes	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours total	25,1	24,8	26,7	39,1	56,9	54,2	64,6	70,1	60,3	6,0%	-13,9%
Taux de créances douteuses	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0	0,0
TOTAL											
Encours sain	1 002,8	1 032,0	1 078,1	1 109,5	1 197,8	1 236,0	1 286,4	1 326,3	1 348,5	12,6%	1,7%
Créances douteuses brutes	225,3	251,8	204,1	161,7	135,5	138,2	124,9	121,6	116,6	-14,0%	-4,1%
Encours total	1 228,0	1 283,8	1 282,2	1 271,2	1 333,3	1 374,2	1 411,3	1 447,9	1 465,1	9,9%	1,2%
Taux de créances douteuses	18,3%	19,6%	0,2	12,7%	10,2%	10,1%	8,8%	8,4%	8,0%	-2,2	-0,4
Taux de provisionnement	75,9%	78,8%	0,7	71,1%	73,5%	71,9%	73,0%	74,2%	74,1%	0,7	-0,1

Encours de crédit sain total

en millions d'€

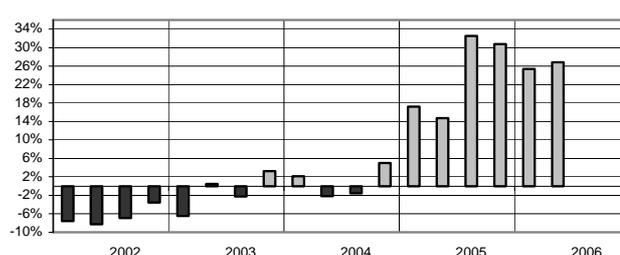
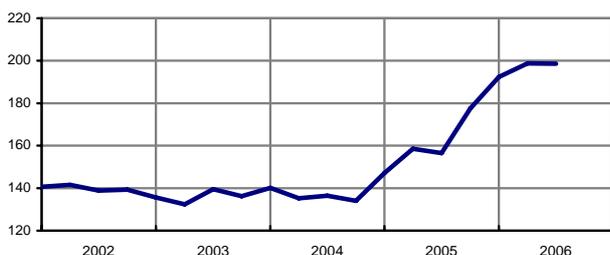
Variation en glissement annuel (en %)



Encours de crédit d'équipement aux collectivités locales

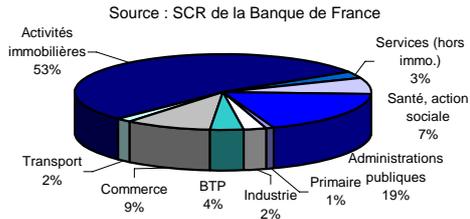
en millions d'€

Variation en glissement annuel (en %)

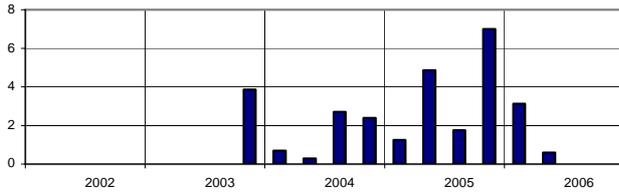


5. Risques sectoriels

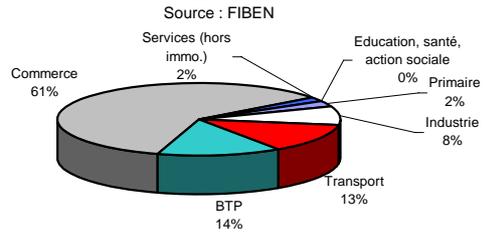
Répartition des risques par secteur au 30/06/2006



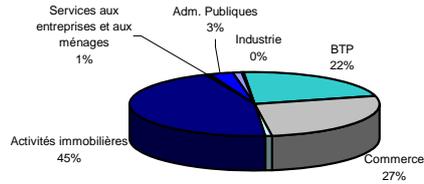
Evolution des nouveaux encours douteux trimestriels en millions d'€



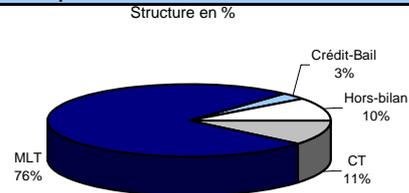
Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 2nd trimestre 2006



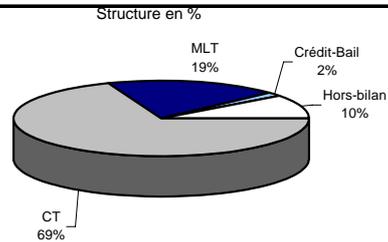
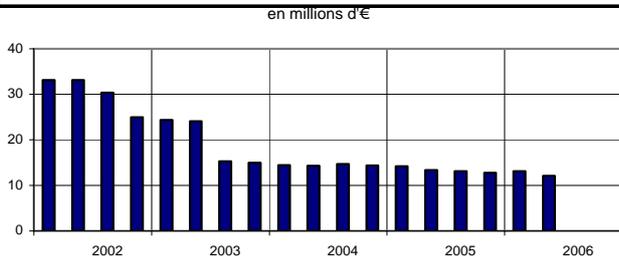
Nouveaux encours douteux au 2nd trimestre 2006



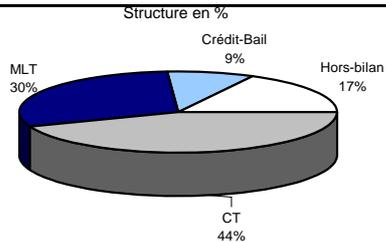
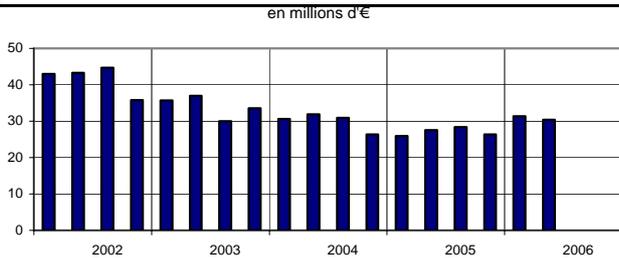
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



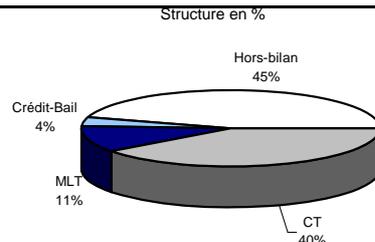
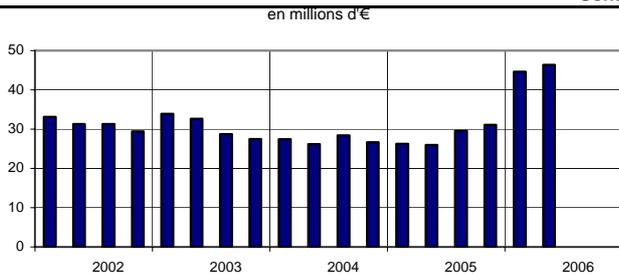
Secteur primaire



Industrie



Construction

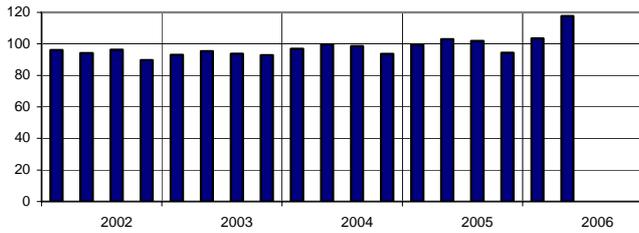


¹ Le seuil de déclaration est passé de 45 K€ à 25 K€ à compter de février 2006.

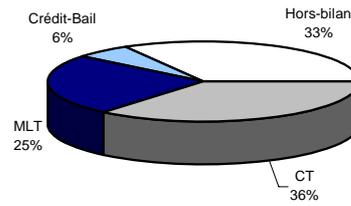
Conjoncture financière et bancaire

Commerce

en millions d'€

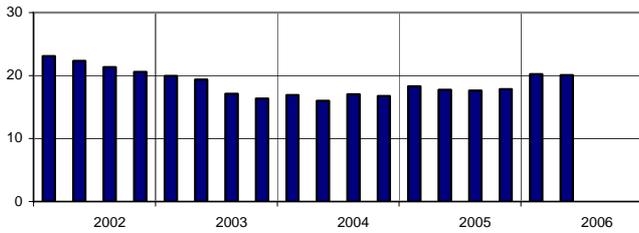


Structure en %

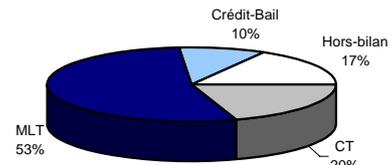


Transport

en millions d'€

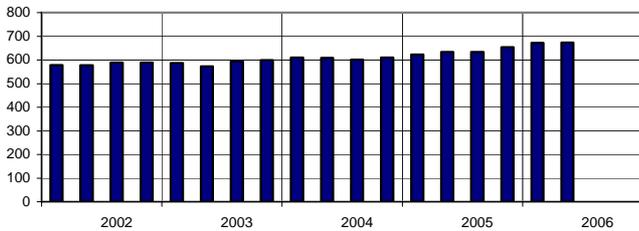


Structure en %

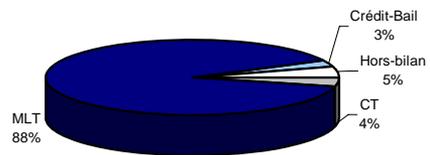


Activités immobilières

en millions d'€

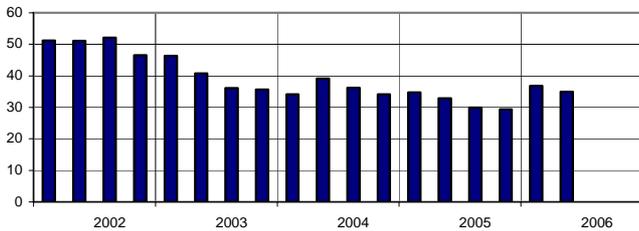


Structure en %

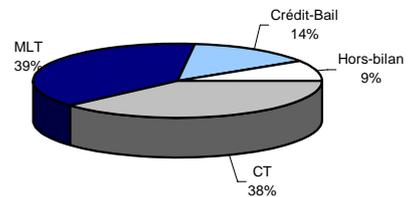


Services (hors immobilier)

en millions d'€

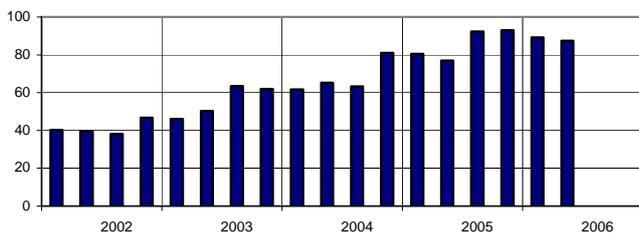


Structure en %

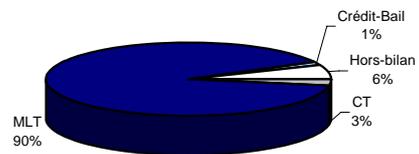


Santé, action sociale

en millions d'€

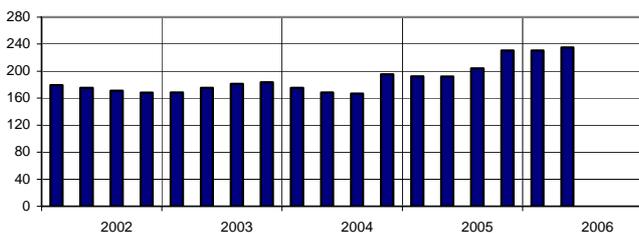


Structure en %

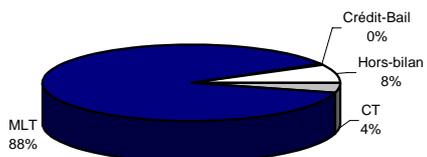


Administrations publiques

en millions d'€



Structure en %



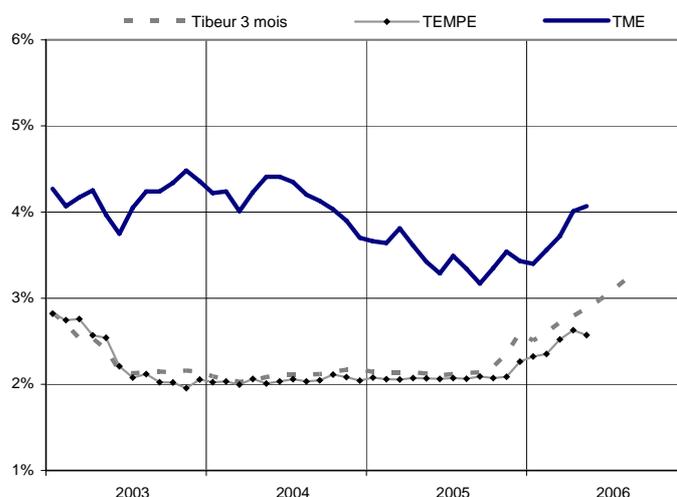
6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/08/06)	3,00%
Taux de la facilité de dépôt (09/08/06)	2,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (09/08/06)	4,00%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 06)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,75%	2,75%	3,75%
PEL*	CEL*	
2,50%	1,75%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)		2,05%
ANNEE 2006 (JO du 7/02/06)		2,11%

6.2 Principaux taux de marché

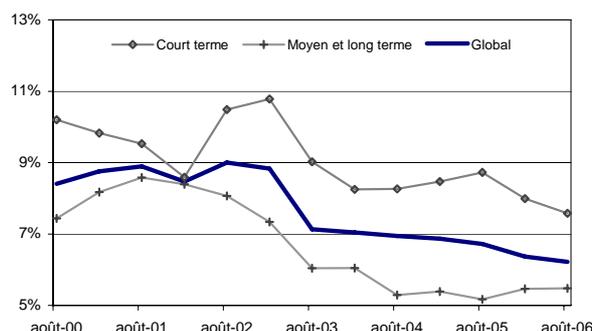


6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Fév. 2005	Août 2005	Fév. 2006	Août 2006	Variation en pts 6 mois	1 an
Crédits à CT	8,47%	8,73%	7,99%	7,10%	-0,89	-1,63
Crédits à MT et LT	5,39%	5,17%	5,46%	5,48%	0,02	0,31
ENSEMBLE	6,87%	6,72%	6,37%	6,03%	-0,34	-0,69

Source : IEDOM Guyane



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafonds de l'usure applicables sur la période					
	2T2005	3T2005	4T2005	1T2006	2T2006	3T2006
PARTICULIERS <u>Prêts immobiliers</u> - Prêts à taux fixe - Prêts à taux variable - Prêts relais <u>Autres prêts</u> - Prêts <= 1524 € (*) - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	6,29%	6,03%	5,87%	5,72%	5,80%	5,99%
	5,69%	5,53%	5,48%	5,36%	5,48%	5,57%
	6,20%	5,92%	5,72%	5,63%	5,68%	5,81%
	19,60%	19,87%	19,76%	19,67%	20,21%	20,36%
	16,53%	16,77%	17,44%	17,37%	17,81%	18,20%
	8,87%	8,29%	8,33%	7,89%	8,40%	8,48%
ENTREPRISES - Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament - Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe - Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable - Découvert en compte (**) - Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans	8,53%	8,95%				
	6,43%	6,31%				
	5,79%	5,67%				
	11,55%	11,72%	11,55%	12,35%	13,33%	13,97%
	7,67%	7,81%				

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

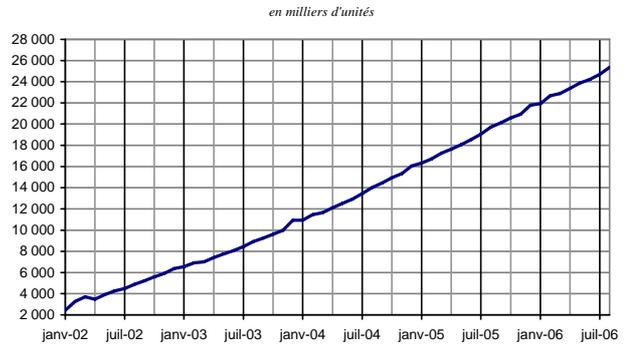
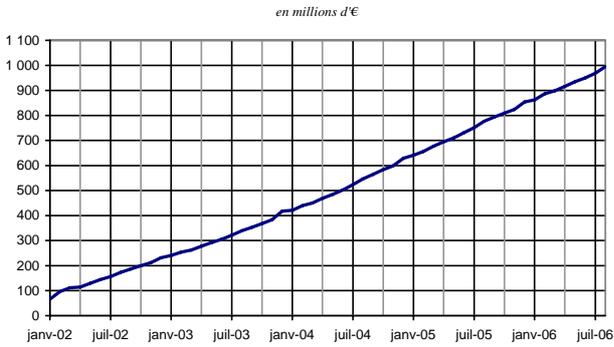
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Conjoncture financière et bancaire

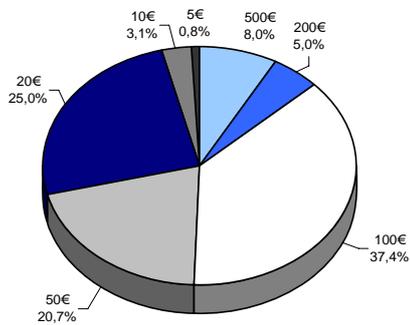
7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros

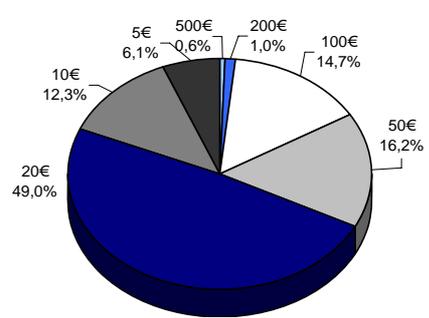
Emissions nettes cumulées de billets



Répartition en valeur

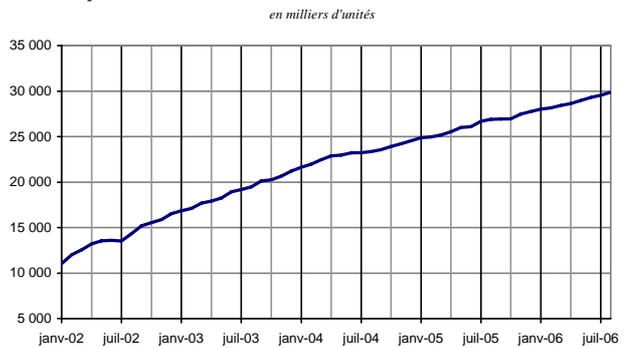
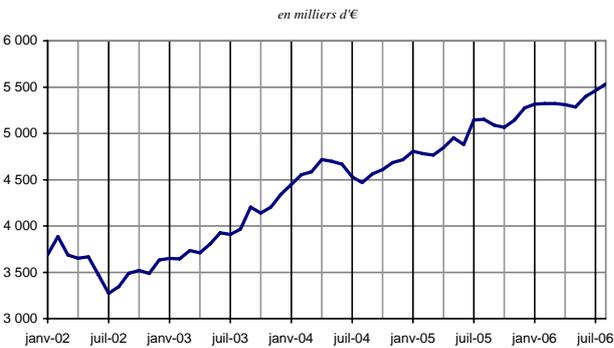


Répartition en volume

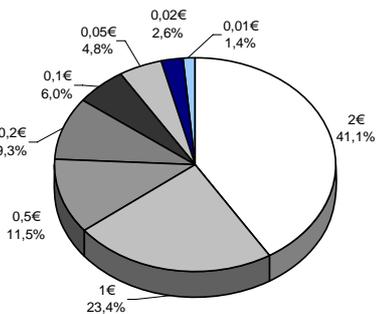


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

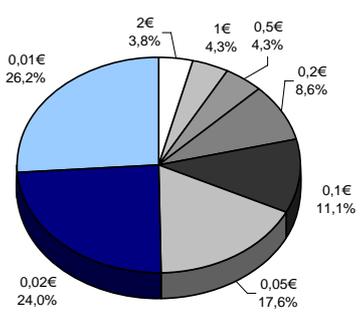
Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition en valeur



Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane ATTALI

Max REMBLIN

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 19 Septembre 2006

Dépôt légal : 19 Septembre 2006- n° ISSN : 0296-3116